



Alter Echos publie dans son fil-infos, une interview d'Alexis Deswaef, avocat et président de la Ligue des droits de l'homme (LDH). Il revient sur l'aspect sécuritaire tout particulièrement prégnant au sein des volets justice, sécurité et police de l'accord de gouvernement.

« *Les centres fermés seront étendus* ». C'est écrit sans fard dans l'accord de gouvernement... Pour marquer la priorité de ce projet, le nouveau secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration Theo Francken (N-VA) affirmait, ce lundi, au quotidien flamand De Standaard, que «*100 places pourraient être créées*» dans l'année... tout en évoquant la possibilité d'enfermer des familles avec enfants mineurs dans le centre fermé 127bis de Steenokkerzeel. À peine dévoilées, d'autres intentions de la «Suédoise» suscitent également les craintes dans le milieu associatif. Notamment en matière de justice, de sécurité et de droits économiques et sociaux. Pour y voir plus clair, Amnesty, le Ciré et la Ligue des droits de l'homme ont passé au peigne fin le programme du nouveau gouvernement. Plusieurs mesures sont jugées négatives par la LDH: la transaction pénale «qui augure une justice de classe», la peine de sûreté «qui enlève tout espoir de réinsertion du détenu» ou encore la «tolérance zéro en matière de drogues». Tout un programme.

Interview d'Alexis Deswaef, avocat et président de la Ligue des droits de l'homme (LDH). [A lire sur le fil-infos d'Alter Echos.](#)